



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Décision : DAJ2023-100

Inserm

La science pour la santé _____
_____ From science to health

**LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**

Vu le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983, modifié
relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret du 01 février 2023
portant nomination du président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret n° 84-278 du 12 août 1984, modifié
relatif au régime administratif, budgétaire, financier et comptable de l'Institut national de la santé et de la
recherche médicale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires
concernant la commande publique ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012
relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la décision DAJ n° 2020-81 du 12 février 2020
du Président-directeur général portant organisation des achats de l'Institut national de la santé et de la
recherche médicale ;

Vu la décision n° 2000-03, modifiée
relative à l'organisation des services centraux de l'Inserm ;

Vu la décision n° 2022-136, modifiée
relative à l'organisation du Département des Ressources Humaines de l'Inserm ;

Vu la décision n° 2021-132 du 1^{er} juin 2021, modifiée
nommant Monsieur Sylvain BOURGOIN et lui accordant délégation de signature ;

Vu la décision n° 2021-206, modifiée
nommant Monsieur Jean-Yves BARTHE, et lui accordant délégation de signature ;

DECIDE

Article 1 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Sylvain BOURGOIN, Directeur du Département des Ressources Humaines de l'Inserm, de Monsieur Jean-Yves BARTHE, responsable de service « Développement des Ressources Humaines » au sein du Département des Ressources Humaines de l'Inserm, délégation permanente de signature est accordée par Monsieur Didier SAMUEL, Président-directeur général de l'Inserm à Madame Sandrine MATHURINE, afin, dans les limites d'une part, des attributions dudit service et d'autre part, de son portefeuille de gestion, le cas échéant dans le système d'information financier SAFIr, de :

- constater les droits et obligations de l'établissement ;
- signer ou valider tous actes ou documents administratifs ou financiers ;
- engager, liquider et ordonnancer les dépenses et ;

Décision : DAJ2023-100

Page 1 sur 2

- liquider les recettes et émettre les ordres de recouvrer correspondants.

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} février 2023.

